

HOOFDSTUK XIV. — *Slotbepaling*

Art. 64. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2017, met uitzondering van afdeling 5 van hoofdstuk X die van toepassing is vanaf het aanslagjaar 2016.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 21 december 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,
J-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,
P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens, afgevaardigde voor de
Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

—
Nota

(1) *Zitting 2016-2017.*

Stukken van het Waals Parlement, 667 (2016-2017) Nrs. 1 tot 11.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 21 december 2016.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2016/27339]

21 DECEMBRE 2016. — Décret-programme portant des mesures diverses liées au budget pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées à l'article 127, § 1^{er}, et 128, § 1^{er}, de la Constitution.

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions en matière d'action sociale et de santé

Art. 2. Dans l'article 28 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, inséré par le décret du 3 décembre 2015, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Les subventions visées à l'alinéa 1^{er}, 1°, sont mises à la disposition de l'Agence en deux tranches, à payer à l'Agence au plus tard le vingtième jour de chaque semestre, par arrêté du Gouvernement. ».

Art. 3. Dans l'article 334, alinéa 1^{er}, 2°, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 20 février 2014, le *h*) est abrogé.

Art. 4. Dans l'article 335, § 2, 3°, du même Code, les mots « ou d'un accueil familial » sont abrogés.

Art. 5. Dans l'article 336, § 1^{er}, du même Code, modifié par le décret du 21 février 2013, le 4° est abrogé.

Art. 6. L'article 364 du même Code est abrogé.

Art. 7. Dans l'article 1403, § 1^{er}, du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, les mots « et à l'annexe 123 » et « et à l'accueil familial » sont abrogés.

Art. 8. L'article 1440 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, est abrogé.

Art. 9. L'article 1503 du même Code est abrogé.

Art. 10. L'annexe 123 du même Code est abrogée.

CHAPITRE II. — Dispositions en matière d'infrastructures sportives

Art. 11. Dans l'article 3 du décret du 25 février 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives, le paragraphe 3, inséré par le décret du 11 avril 2014, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Dans ce cas, l'exigence d'un droit de jouissance d'un terrain ou d'un local permettant la pratique d'au moins un sport pour une durée minimale de vingt ans prenant cours à dater de l'introduction de la demande n'est pas requise. ».

Art. 12. L'article 4bis du même décret, remplacé par le décret du 11 avril 2014, est complété par les paragraphes 3 et 4 rédigés comme suit :

« § 3. Par dérogation à l'article 4, le taux de la subvention est porté à 85 pour-cent pour des investissements présentés conjointement par les bénéficiaires visés à l'article 3, § 1^{er}, 1^o.

§ 4. Par dérogation à l'article 8, le taux de la subvention est porté à maximum 75 pourcent pour des investissements présentés conjointement par les bénéficiaires visés à l'article 3, § 2. ».

CHAPITRE III. — *Modifications de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale*

Art. 13. Dans l'article 88, § 1^{er}, de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale, modifié en dernier lieu par le décret du 23 janvier 2014, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Le bureau permanent arrête chaque année le projet de budget initial des dépenses et des recettes du centre pour l'exercice suivant. Il le transmet au plus tard le 1^{er} octobre au Gouvernement sous le format d'un fichier SIC.

Le conseil de l'action sociale arrête chaque année, pour le 31 octobre au plus tard, le budget initial définitif des dépenses et des recettes du centre pour l'exercice suivant et, sur proposition du comité de gestion de l'hôpital, le budget de chaque hôpital dépendant du centre. Le budget initial définitif du centre est transmis au plus tard le 15 janvier au Gouvernement sous le format d'un fichier SIC.

Une note de politique générale ainsi qu'un rapport reprenant le rapport visé à l'article 26bis, § 5, un rapport concernant la politique hospitalière et les objectifs et synergies possibles dans le domaine hospitalier sont annexés à ces budgets. ».

Art. 14. Dans l'article 89 de la même loi, modifié en dernier lieu par le décret du 23 janvier 2014, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Le bureau permanent arrête chaque année le compte budgétaire provisoire de l'exercice précédent. Il le transmet au Gouvernement au plus tard le 15 février sous la forme d'un fichier SIC.

Ce compte budgétaire provisoire reprend la situation des droits constatés nets, des engagements et des imputations comptabilisés au 31 décembre.

Le conseil de l'action sociale arrête chaque année les comptes de l'exercice précédent du centre et les transmet au Gouvernement pour le 1^{er} juin au plus tard sous le format d'un fichier SIC. Les comptes annuels comprennent le compte budgétaire, le compte de résultats et le bilan ainsi que la liste des adjudicataires des marchés de travaux, de fournitures ou de services pour lesquels le conseil de l'action sociale a choisi le mode de passation et a fixé les conditions. Il arrête également chaque année les comptes de l'exercice précédent de chacun des hôpitaux gérés par celui-ci au cours d'une séance qui a lieu avant le 1^{er} juin. Au cours de la séance pendant laquelle le conseil arrête lesdits comptes, le président rend compte de la situation du centre et de sa gestion au cours de l'exercice écoulé, en ce qui concerne la réalisation des prévisions budgétaires ainsi qu'en ce qui concerne la perception et l'utilisation des subventions octroyées par l'Etat dans le cadre de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale et de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'action sociale. Le rapport annuel est transmis à chacun des conseillers, en même temps que les comptes, mais à l'exclusion des pièces justificatives, au moins sept jours avant la séance. ».

Art. 15. Dans l'article 112bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par le décret du 2 avril 1998 et remplacé par le décret du 23 janvier 2014, le mot « septembre » est remplacé par le mot « novembre ».

CHAPITRE IV. — *Entrée en vigueur*

Art. 16. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 21 décembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,
J-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,
P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports, délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

—
Note

(1) *Session 2016-2017.*

Documents du Parlement wallon, 668 (2016-2017) N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 21 décembre 2016.

Discussion. — Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2016/27339]

21 DECEMBER 2016. — Programmadecreet houdende verschillende maatregelen betreffende de begroting voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet aangelegenheden bedoeld in de artikelen 127, § 1, en 128, § 1 van de Grondwet.

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen inzake sociale actie en gezondheid*

Art. 2. In artikel 28 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, ingevoegd bij het decreet van 3 december 2015, wordt het tweede lid vervangen als volgt:

“De in het eerste lid, 1°, bedoelde toelagen, worden in twee schijven ter beschikking gesteld van het Agentschap en moeten uiterlijk op de 20ste dag van elk halfjaar betaald worden, bij besluit van de Regering.”.

Art. 3. In artikel 334, eerste lid, 2°, van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 20 februari 2014, wordt punt *h*) opgeheven.

Art. 4. In artikel 335, § 2, 3°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “of een gezinsopvang” opgeheven.

Art. 5. In artikel 336, § 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 21 februari 2013, wordt punt 4° opgeheven.

Art. 6. Artikel 364 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 7. In artikel 1403, § 1, van het Reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, worden de woorden “en in bijlage 123” en “en de gezinsopvang” opgeheven.

Art. 8. Artikel 1440 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt opgeheven.

Art. 9. Artikel 1503 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 10. Bijlage 123 bij hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen inzake sportinfrastructuur*

Art. 11. In artikel 3 van het decreet van 25 februari 1999 houdende toekenning van subsidies voor bepaalde investeringen inzake sportinfrastructuur, wordt paragraaf 3, ingevoegd bij het decreet van 11 april 2014, aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“In dat geval wordt het recht van genot op een grondstuk of een lokaal voor de beoefening van minstens één sport voor een minimumduur van twintig jaar, die ingaat op de datum waarop de subsidieaanvraag wordt ingediend, niet vereist.”.

Art. 12. Artikel *4bis* van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 11 april 2014, wordt aangevuld met de paragrafen 3 en 4, luidend als volgt :

“§ 3. In afwijking van artikel 4 wordt het percentage van de subsidie op 85 procent gebracht voor de investeringen voorgesteld gezamenlijk door de begunstigen bedoeld in artikel 3, § 1, 1°.

§ 4. In afwijking van artikel 8 wordt het percentage van de subsidie op maximum 75 procent gebracht voor de investeringen voorgesteld gezamenlijk door de begunstigen bedoeld in artikel 3, § 2.”.

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen in de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn*

Art. 13. In artikel 88, § 1, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, laatst gewijzigd bij het decreet van 23 januari 2014, wordt het eerste lid vervangen als volgt:

“Het vast bureau bepaalt elk jaar het ontwerp van oorspronkelijke begroting van de uitgaven en de ontvangsten van het centrum voor het volgende dienstjaar. Hij maakt het uiterlijk op 1 oktober aan de Regering over onder de vorm van een “SIC” bestand.

De raad voor maatschappelijk welzijn bepaalt elk jaar, uiterlijk 31 oktober, de oorspronkelijke begroting van de uitgaven en de ontvangsten van het centrum voor het volgende dienstjaar en, op de voordracht van het beheerscomité van het ziekenhuis, de begroting van elk ziekenhuis dat van het centrum afhangt. De definitieve oorspronkelijk begroting van het centrum wordt uiterlijk op 15 januari aan de Regering overgemaakt onder de vorm van een “SIC” bestand.

Bij deze begrotingen wordt een algemene beleidsnota gevoegd, alsook een verslag dat het in artikel *26bis*, § 5, bedoelde verslag opneemt, een verslag over het ziekenhuisbeleid en de doelstellingen en samenwerkingsmogelijkheden in ziekenhuisverband. ».

Art. 14. In artikel 89 van dezelfde wet, laatst gewijzigd bij het decreet van 23 januari 2014, wordt het eerste lid vervangen als volgt:

“Het vast bureau bepaalt elk jaar de voorlopige begrotingsrekening van het vorig dienstjaar. Hij maakt het uiterlijk op 15 februari aan de Regering over onder de vorm van een “SIC” bestand.

Deze voorlopige begrotingsrekening toont de toestand van de netto vastgestelde rechten, van de vastleggingen en van de aanrekeningen die op 31 december worden geboekt.

De raad voor maatschappelijk welzijn bepaalt elk jaar de rekeningen van het vorig dienstjaar van het centrum en maakt ze uiterlijk 1 juni over aan de Regering onder de vorm van een “SIC” bestand.

De jaarlijkse rekeningen omvatten de begrotingsrekening, de resultaatrekeningen en de balans alsmede de lijst van de aannemers van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten waarvoor de provincieraad de gunningswijze heeft gekozen en de voorwaarden heeft bepaald. Hij legt jaarlijks ook de jaarrekeningen van het voorafgaande jaar vast voor elk van de ziekenhuizen onder zijn beheer tijdens een zitting die vóór 1 juni plaatsvindt. Tijdens de vergadering waarop de raad voor maatschappelijk welzijn deze jaarrekeningen vastlegt, brengt de voorzitter verslag uit over de toestand van het centrum en over het tijdens het voorafgaande boekjaar gevoerde beheer inzake de uitvoering van de budgettaire vooruitzichten, alsook wat betreft de ontvangsten en het gebruik van de toelagen toegekend door de Staat in het kader van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie en de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn. Het jaarverslag wordt vooraf samen met de rekening doch met uitsluiting van de verantwoordingsstukken, tenminste zeven dagen vóór de vergadering aan elk raadslid meegegeeld.”.

Art. 15. In artikel 112bis, § 1, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 2 april 1998 en vervangen bij het decreet van 23 januari 2014, wordt het woord “september” vervangen door het woord “november”.

HOOFDSTUK IV. — *Inwerkingtreding*

Art. 16. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2017.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 21 december 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,

P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

—
Nota

(1) *Zitting 2016-2017.*

Stukken van het Waals Parlement, 668 (2016-2017) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 21 december 2016.

Bespreking. — Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/206423]

1^{er} DECEMBRE 2016. — **Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions intégrales et sectorielles relatives aux systèmes d'épuration individuelle et abrogeant les arrêtés du Gouvernement wallon du 25 septembre 2008 fixant les conditions intégrales relatives aux unités d'épuration individuelle et aux installations d'épuration individuelle et du 6 novembre 2008 fixant les conditions sectorielles relatives aux stations d'épuration individuelle et aux systèmes d'épuration individuelle installés en dérogation de l'obligation de raccordement à l'égout**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'article 4, modifié par les décrets du 24 octobre 2013 et du 13 mars 2014, l'article 5, l'article 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 septembre 2008 fixant les conditions intégrales relatives aux unités d'épuration individuelle et aux installations d'épuration individuelle;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 fixant les conditions sectorielles relatives aux stations d'épuration individuelle et aux systèmes d'épuration individuelle installés en dérogation de l'obligation de raccordement à l'égout;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'eau, donné le 5 février 2016;

Vu le rapport du 17 décembre 2015 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 60.133/4 du Conseil d'Etat, donné le 17 octobre 2016 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;